

Le Venezuela sous la menace de l'Empire

11-06-2008

Les Etats-Unis et le Venezuela : état d'alerte militaire dans la Mer Caraïbe. Le Pentagone a Caracas parmi ses hypothèses de conflit et Chavez met la "menace impériale" à profit.

Dès 1823, quand la Doctrine Monroe a établi que l'Amérique latine appartenait à la zone d'influence des États-Unis, des centaines d'interventions militaires nord-américaines ont eu pour scène notre région.

Il y a eu des actions directes (comme en République dominicaine); des actions manquées (comme celle de la Baie des Cochons, à Cuba) et beaucoup d'actions cachées, comme les coups d'Etat contre le Guatémaltèque Jacobo Arbenz (1954) ou le Chilien Salvador Allende (1973), dans lesquels la CIA a été un protagoniste principal, mais dont le rôle a seulement pu être confirmé beaucoup de décennies plus tard, quand ont déclassés des documents clés du Département d'État. La mémoire collective de l'Amérique latine a ses motifs pour être vigilante. Le président vénézuélien Hugo Chávez le sait et utilise cette "menace de l'empire" pour rassembler la population derrière le drapeau bolivarien, pour réarmer ses Forces Armées et pour justifier sa doctrine militaire défensive qui contemple la possibilité d'un affrontement entre une grande puissance et une Armée très inférieure dans tous les champs. En août 2007, quand il a annoncé l'achat de 5.000 fusils russes Dragunov, avec viseur nocturne et visée télescopique qui contrôlent un espace relativement ample et tirent des balles conventionnelles et des balles perforantes incendiaires, Chávez l'a clairement dit : "Ils sont pour la guerre de guérillas au cas où l'empire décide une attaque militaire contre le Venezuela". Les Caraïbes ont été dans les dernières années une zone d'inquiétantes informations militaires. Le Pentagone a des bases militaires avec un système de monitoring par satellites un poste d'écoute et de vigilance dans l'île de Curacao (à 50 kilomètres du Venezuela) et à Aruba. Les deux sont des Centres d'Opérations Avancées (FOL, Forward Operation Location), une fusion des opérations contre le trafic de stupéfiants et contre le terrorisme.

Quelques mois avant le coup d'État manqué contre Chávez en avril 2002, les forces armées espagnoles (alors sous le gouvernement de José Maria Aznar) ont réalisé, avec les pays de l'OTAN, l' "Opération Balboa". Il s'agissait d'une invasion simulée du Venezuela -appelé le "Pays Marron"- par la sollicitude d'un gouvernement qui affrontait une puissante force rebelle. Comme Aznar et George W. Bush ont été les premiers à reconnaître rapidement le putschiste Pedro Carmona comme président légitime du Venezuela, il y a ceux qui soupçonnent que l'Opération Balboa était liée à un plan d'invasion, prêt pour agir quand le gouvernement de facto le sollicitera dans le cas où il y aurait eu une résistance armée pour défendre Chavez. En 2007, John Negroponte, le titulaire de la puissante Direction Nationale d'Intelligence, a ordonné la mise en place d' "agents spéciaux de suivi" pour le Venezuela et Cuba. Ils n'existent que pour l'Iran et la Corée du Nord. En 2008, les signaux se sont multipliés. Le Pentagone a déjà annoncé que le 1er juillet prochain seront rétablies les opérations de la Quatrième Flotte nord-américaine : après 58 ans, les Etats-Unis recommenceront à patrouiller les mers latino-américaines, transformées ouvertement en théâtre d'opérations. En mai, il y a eu, de plus, des incursions illégales de troupes colombiennes au Venezuela et le vol "accidentel" d'un avion des Etats-Unis dans son espace aérien. On peut tirer deux leçons de l' "Opération Patrie Socialiste 2008", lors de laquelle a été lancé le missile Otomat : 1) la prohibition des Etats-Unis à l'Espagne et au Brésil de vendre des avions et des armes au Venezuela, a été inutile (puisque la Russie et la Chine existent). 2) La croissante présence militaire du Pentagone dans la région renforcera à l'infini ce scénario.

Telma Luzzani, Clarin (Argentine), 08 juin 2008. Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>